

La politique de dévaluation au Maroc : analyse économique du bilan

Par :

Fatiha REGRAGUI, Professeur d'Enseignement Supérieur, Spécialité : Economie et Gestion, Ecole Supérieure de Technologie de Meknès, Université Moulay Ismail, Département : Techniques de Management.

Résumé :

Le travail est une interrogation sur une problématique d'actualité bien qu'elle soit passée dans son application, la dévaluation de la monnaie nationale, car ses effets sont toujours présents et puis, on pense toujours à la dévaluation comme solution pour résorber le déficit de la balance commerciale et pour répondre aux besoins des équilibres économiques fondamentaux.

La dévaluation s'est vue et se voit comme une panacée chez les autorités économiques marocaines, mais elle n'a pas répondu aux objectifs escomptés.

Pourquoi de telles limites et que donnera le test économique de vérification et d'analyse de ses résultats ?

Mots- clés

Dévaluation, monnaie nationale, Maroc, déficit de la balance commerciale, équilibre économique, limites, résultats.

Abstract :

The work is a question on a topical issue although ancient in its application, the devaluation of the national currency, because its effects are still present and then we always think of the devaluation as a solution to reduce the deficit to the trade balance and to meet the needs of basic economic balances.

The devaluation is seen and is seen as a panacea in the Moroccan economic authorities, but has not met the desired objectives.

Why such limits and will give the economic test verification and analysis of its results?

Keywords

Devaluation national currency, Morocco, the balance of trade deficit, economic balance, limits, results.

Introduction :

Devant le problème de rééchelonnement de la dette au cours de la décennie 80, divers pays sous développés endettés étaient contraints à appliquer la dévaluation en tant que moyen correctif du déséquilibre externe.

Le Maroc est concerné également par cette recommandation. En effet, il a connu une impasse financière au début des années 80, expliquée par son recours exagéré à la dette extérieure pour mener sa stratégie de capitalisation qui dépassait ses capacités financières et technologiques.

Son insolvabilité financière l'a poussé à demander le rééchelonnement et en contre partie, il était astreint à appliquer un programme d'ajustement structurel et sectoriel sous l'autorité du FMI et de la Banque mondiale.

Parmi les recommandations qui y figurent, on marque l'aménagement de la politique commerciale et donc du taux de change.

Une série de dépréciations forcées (glissements et dévaluation) appuyée par des mesures d'accompagnement était mise en place.

A l'égard des objectifs escomptés par l'application de la dévaluation, on peut affirmer que cette dernière est incomplètement satisfaisante.

En effet, la dévaluation n'a pas assuré l'amélioration désirée du commerce extérieur car juste deux secteurs d'activité, d'après les données statistiques des autorités de tutelle marocaines, ont bénéficié d'une amélioration de la valeur exportée : le secteur d'alimentation et de textile.

Les autres secteurs demeurent handicapés, quels sont alors les facteurs explicatifs du blocage?

I- Les facteurs limitatifs :

La politique de change n'a pas manqué de limites, faute satisfaction des conditions nécessaires à sa réalisation.

D'abord elle était mal placée sur le plan de la période et de la technique (1).

C'est ainsi, que si on compare le taux de change à la veille de la correction du dirham, soit en 1979 et celui des années embellies de l'économie marocaine, les années 70 où la balance commerciale a été équilibrée, il s'avère quasi similaire.

Il en ressort que le dirham s'est vu au même niveau au cours des années 70 (en 1979), puisqu'il s'est fixé à 104 et presque le même taux s'est enregistré en 1972 soit 103,9. Il convient d'ajouter que la durée de correction de la valeur du dirham (les glissements des années 1980 et la dévaluation de 1990) était exorbitante portant sur toute une décennie allant de 1980 pour prendre fin en 1990.

Taux de change effectif du dirham (de 1970 à 1987)
(Selon la méthode du FMI)

Années	Taux de change réel
70	109,8
71	106,9
72	106,1
73	103,9
74	105,1
75	102,9
76	102,6
77	104,1
78	105,1
79	104
80	100
81	92,3
82	90,3
83	84,3
84	79,5
85	74,2
86	70,9
87	69,2

Source: Rapport de la Banque Mondiale

 1)- La technique désigne le taux de dévaluation qui importe dans la viabilité de la politique de change.

Est ce qu'il a fallu parcourir tout ce temps pour arriver à la valeur idéale du dirham ?
Ce qui implique l'insatisfaction des résultats de la politique de change jusqu'à la dernière pratique en 1990.

Un autre indice marquant le galvaudage dans la politique de change réside dans le taux de dévaluation qui paraît excessif dans la mesure où le dirham a perdu plus de 50 % de sa valeur entre 1980 - 1990. Est ce que le dirham était surévalué à ce point?

Si oui vis à vis de quel taux de change l'était-il?

A travers un essai de comparaison entre le taux de change officiel et celui sur le marché parallèle, l'écart était très flagrant, cependant les glissements du dirham n'ont pas pu corriger la disparité de change.

Néanmoins, dernièrement, au début des années 1990, un rapprochement s'est enregistré, de manière à ce que la décote conservée pendant fort longtemps au niveau du marché libre vis à vis du marché officiel tende à se dissiper. (1)

C'est d'ailleurs, l'une des conditions remplies de la convertibilité du dirham et pour laquelle le Maroc s'est adhéré en janvier 1993 à l'article VIII des statuts du FMI.

Encore la confrontation entre le taux de change au Maroc et celui des pays partenaires ou concurrents reflète la mauvaise justification de la dévaluation.

Après avoir préservé sa parallèle vis à vis du Franc français, la monnaie de la principale partenaire commerciale européenne du Maroc :

1FF= 1DH, en 1979, le FF s'est déprécié par rapport au dirham, 1FF = 0,93DH.

Le rétablissement de l'équilibre entre les deux monnaies méritait une réduction de la valeur du dirham pourvue que cette réduction ne dépasse pas les limites.

Cependant en 1987, le dirham s'est glissé à hauteur de 1/1,45 (69%) (2), le dirham vis à vis du taux de change des pays concurrents, Espagne, Portugal et Tunisie, s'est vu plus déprécié au cours des années 70, même s'ils ont fait l'objet de la dévaluation au cours de la même période.

1 Peseta = 126,3 DH

1 Escudo = 100,5 DH en 1972

Durant la période 1973 -1977, l'escudo a perdu de la valeur à l'égard du dirham, mais en 1979 la monnaie portugaise a regagné de la valeur (1 Escudo = 105,2 DH).

1)-Selon Ali Amor, Directeur de l'office de changes: " la valeur officielle du dirham tend depuis plusieurs années à se rapprocher de sa valeur sur le marché, " vie économique du 13 décembre 1991, p7.

2)- Les glissements du dirham ont stabilisé le dirham au niveau : 1FF= 1,45 DH.

Il ne serait pas loin de la logique d'avouer le mauvais fondement de la dévaluation puisque le dirham était largement déprécié (1).

En outre, la dévaluation n'a fait que réduire davantage la valeur du dirham.

Ce n'est qu'à l'égard du dinar tunisien que la monnaie marocaine a marqué son appréciation au cours des années 70, cependant à la veille de la dévaluation 1979, il y avait une tendance à l'appréciation du Dinar, 1 Dinar tunisien valait 102 DH.

Donc on a pu se passer de la pratique de dévaluation et se servir d'un autre outil, susceptible d'instaurer la compétitivité externe vis à vis d'un pays possédant les mêmes avantages comparatifs en tourisme et textile (voir tableau ci -suit).

Taux de change bilatéral réel du dirham par rapport au peseta, à l'escudo et au Dinar tunisien (entre 1975 - 1985).

Taux de change/ années	Peseta	Escudo	Dollar Tunisien
70	135,6	111,2	80,1
71	130,1	102,1	78,6
72	126,1	100,5	80,7
73	119,6	94,4	79,2
74	113,3	85,9	87,1
75	112,2	83,4	85,2
76	113,1	82,6	85,8
77	113,9	90,9	88,9
78	111	101	97,2
79	99,9	105,2	101,9
80	100	100	100
81	96,2	87,7	95,9
82	95	87,6	95,8
83	99,5	87,8	90,8
84	90,9	81,7	87,1
85	83,4	75	81,6

Source / Rapport de la Banque mondiale.

1)- La dévaluation consiste à contrebalancer la surévaluation de la monnaie, donc il n'était pas convenable de dévaluer le dirham sous évalué

A un autre niveau et pour affiner notre analyse, on est amené à exhiber les autres dilemmes enrayant la rigueur de la politique de change.

A la lumière des soubassements de la dévaluation, on peut affirmer que les effets de la dévaluation n'étaient pas extrêmement réalisés.

L'effet prix de la dévaluation est automatique puisque la technique de la dévaluation consiste à réduire la valeur externe de la monnaie nationale en terme réel et agir par là sur le prix de la monnaie.

Par conséquent, on doit s'attendre à ce que cette mesure puisse encourager le consommateur étranger à demander plus les biens exportés face à la réduction des prix (libellés en monnaie étrangère) et à ce que le consommateur marocain soit dissuadé à réduire sa demande vis à vis des produits importés (libellés en monnaie nationale) et dont l'achat apparaît onéreux.

Seulement ces deux effets nommés effets flux s'avèrent difficilement réalisables devant la rigidité de la demande nationale et étrangère.

C'est que malgré le changement de la parité de la monnaie nationale vers la baisse, la quantité demandée garde sa stabilité ou change, mais non pas dans les mêmes proportions que la variation des prix.

Il convient de passer par un test de vérification pour avoir une idée sur la nature de l'élasticité prix de la demande au Maroc par le calcul de l'élasticité sur la base des données officielles.

II- Test de vérification:

Calcul de l'élasticité :

- élasticité prix de la demande nationale (importations):

On aura à calculer l'élasticité dite d'arc de courbe, car l'élasticité ponctuelle à une date donnée nécessite des données en termes de variation dont on ne dispose pas.

L'élasticité d'arc de courbe est exprimée par le rapport:

La variation de la quantité demandée par rapport à la quantité sur la variation du prix par rapport au prix.

$e_{P/Dn}$: désigne l'élasticité prix de la demande nationale ou de la demande à l'importation.

$$e_{P/Dn} = \frac{\Delta QM}{\Delta PM} \times \frac{PM}{QM}$$

$$\begin{aligned} \text{De 1981 à 1983 : } e_{P/Dn} &= \frac{QM_{1983} - Q_{1981}}{P_{1983} - P_{1981}} \times \frac{P_{1981}}{Q_{1981}} \\ &= \frac{10\,674,9 - 10\,935,7}{2,397 - 2,053} \times \frac{2,053}{10\,935,7} \end{aligned}$$

$$e_{P/Dn} = -0,14 = -14 \%$$

$$-1 < e_{P/Dn} < 0$$

Donc la demande nationale est inélastique face à la variation des prix.

$e_{P/Dn}$ est négative car il y a une relation inverse entre le prix et la demande

$|e_{P/Dn}| \rightarrow 0$; ce qui explique la rigidité de la demande à l'importation.

$$\text{De 1983 à 1981 : } e_{P/Dn} = \frac{10\,935,7 - 10\,674,9}{2,053 - 2,397} \times \frac{2,397}{10\,674,9}$$

$$e_{P/Dn} = -0,17$$

On en déduit la même conclusion sur la base de ce résultat.

Il convient de calculer l'élasticité moyenne pour évaluer la nature de la demande nationale à l'égard des produits importés sur toute la période allant de 1981 à 1983.

$$\begin{aligned} ep/Dn \text{ moyenne} &= \frac{\Delta Q}{\Delta P} \times \frac{P_{\text{moyen}}}{Q_{\text{moyen}}} (PM) \\ &= \frac{\Delta Q}{\Delta P} \times \frac{P_{81} + P_{83}}{Q_{81} + Q_{83}} \end{aligned}$$

$$= -758,14 \times \frac{2,053 + 2,397}{10935,2 + 10674,9}$$

$$ep/Dn^m = -0,156$$

On arrive à la même conclusion puisque ep/Dn en valeur absolue reste <1 .

Qu'en est-il de l'élasticité prix de la demande étrangère (X) ?

De 1981 à 1983:

$$\begin{aligned} ep/De \text{ (élasticité prix de la demande étrangère)} \\ = \frac{18546,1 - 19701,6}{0,794 - 0,609} \times \frac{0,609}{19701,6} = -0,39 \end{aligned}$$

De 1983 à 1981 :

$$ep/De = \frac{19701,6 - 18546,1}{0,609 - 0,794} \times \frac{0,794}{18546,1} = -0,26$$

$$\text{L'élasticité moyenne } ep/De^m = -6246 \times \frac{0,609 + 0,794}{19701,6 + 18546,1}$$

$$\begin{aligned} ep/Dem &= -0,23 \\ -1 < ep/De < 0 \end{aligned}$$

La demande étrangère est aussi non élastique. Afin d'apprécier l'effet de la dévaluation, il semble plausible de calculer l'élasticité prix de la demande entre 1990 et 1993.

$$ep/Dn \text{ moyenne} = \frac{19536 - 16145}{3,168 - 3,532} \times \frac{3,667 + 3,168}{19536 + 16145}$$

$$ep/Dn^m = -1,8$$

$$ep/De \text{ moyenne} = \frac{16525 - 18923,8}{2,079 - 1,842} \times \frac{2,079 + 1,842}{16525 + 18923,8}$$

$$ep/De^m = -1,19$$

La demande entre 1990 et 1993 après la dévaluation a parfaitement changé dans le sens d'élasticité par rapport à la variation de prix, puisque (ep/Dn et ep/De en terme absolu) est supérieure à 1.

Or la demande dépend d'autres éléments à côté du prix tels que la nature des biens importés et exportés, leur qualité et les disponibilités du marché local.

Notre étude ne sera complète qu'une fois l'analyse sectorielle des élasticités sera établie.

Calcul des élasticités (entre 1990 - 1993)

*Alimentation, boisson et tabacs

$$ep/Dn \text{ (moyenne)} = \frac{4686 - 1978}{1,93 - 2,43} \times \frac{2,43 + 1,93}{4687 + 1978}$$

$$ep/Dn^m = -3,54 > |ep/Dn^m| > 1$$

$$ep/Dem = \frac{1169 - 1116}{7,7 - 7,47} \times \frac{7,7 + 7,47}{1169 + 1116}$$

$$ep/Dn^m = -8,95 > |ep/Dn^m| > 1$$

- L'élasticité croisée :

$$e \text{ prix (des } X/M) = ep/M = \frac{\Delta QX}{\Delta PM} \times \frac{PM}{QX}$$

$epX/M > 0$; veut dire que les importations et les exportations Sont substituables

$epX/M = 0$, veut dire que les importations et les exportations sont indépendantes.

$epX/M < 0$, veut dire que les biens importés et exportés sont complémentaires.

$$ep(X/M)^m = \frac{1169 - 1116}{1,93 - 2,43} \times \frac{1,993 + 2,43}{1169 + 1116} = -0,2$$

$epX/M^m = -0,2 \implies |epX/M| < 0$, Les importations et les exportations sont donc complémentaires.

On a réalisé un gain commercial au niveau du secteur d'alimentation, comme on l'a déjà souligné à travers le calcul des termes d'échange ($VX > VM$) grâce à l'effet prix. La raison en est l'élasticité de la demande nationale et étrangère.

Théoriquement, l'élasticité prix de la demande nationale et étrangère supérieure à 1 : $|-3,54 - 8,95| = 12,49 > 1$, rend possible la correction du déficit commercial par la dévaluation.

A court terme, juste après la dévaluation, la valeur des exportations s'est accrue en passant de 7260,6 millions de DH en 1989 à 8636 m DH en 1990 contre respectivement une valeur des importations de 4992 et 4801 millions de DH.

D'autant plus, les deux biens sont complémentaires comme le témoigne l'élasticité croisée. Il est donc fondamental d'importer pour satisfaire la demande locale exhortée dans cela par la faiblesse des prix à l'import.

Énergie et lubrifiants :

$$ep/Dn^m = \frac{7971 - 7524}{1,115 - 1,28} \times \frac{1,28 + 1,115}{7971 + 7524}$$

$$ep/Dn^m = -0,418$$

$-1 < -0,418 < 0$ la demande nationale est inélastique

$$ep/De^m = \frac{536 - 614}{1,705 - 2,03} \times \frac{1,705 + 2,03}{536 + 614}$$

$$ep/Dem \simeq 0,8^{(1)} \text{ l'offre est inélastique}$$

$$epx/M^m = \frac{536 - 614}{1,115 - 1,28} \times \frac{1,115 + 1,28}{536 + 614}$$

$$epx/M^m = 0,99 > 0 \text{ les deux biens sont substituables.}$$

Dans ce secteur le gain commercial n'était pas assuré, bien que le prix à l'export dépasse le prix à l'import, la valeur des exportations est plus faible que la valeur des importations.

L'explication de cette faiblesse se trouve dans l'inélasticité prix de la demande nationale et étrangère : $|ep/Dn + ep/De| = |-0,418 + 0,8| = 0,38 < 1$.

Quant à l'élasticité croisée, elle nous renseigne sur la substituabilité des biens, mais vu l'absence de ressources énergétiques nationales, il serait probant de déduire que le Maroc ne possède plus d'avantage comparatif en la matière et qu'il est convenable de se tourner vers d'autres exportations.

Les produits bruts :

$$ep/Dn^m = \frac{3887 - 3852}{1,57 - 1,79} \times \frac{1,79 + 1,57}{3887 + 3852}$$

$$ep/Dn^m = 0,76, \text{ l'élasticité prix de la demande nationale est faible}$$

$-1 < ep/Dn < 0$

$$ep/De^m = \frac{10574 - 13306}{0,42 - 0,46} \times \frac{0,42 + 0,46}{10574 + 13306}$$

$$ep/De^m = 2,516$$

$ep/Dem > 1$, l'élasticité est positive car la quantité offerte de produits bruts a augmenté quand le prix s'est élevé.

En 1990 pour un px de 0,46 millions de DH, la Qx représentait 13306 milliers de tonnes, mais elle a chuté quand le prix s'est rétréci de 0,04 points. Ce qui traduit la forte élasticité prix de la demande étrangère.

$$ep_x/Mm = \frac{10574 - 13,306}{1,57 - 1,79} \times \frac{1,57 + 1,79}{10574 + 13,306} = 1,75$$

$ep_x/M > 0$, il s'agit donc des biens substituables.

La dévaluation a aggravé le déficit commercial au niveau de ce secteur, c'est que la Qx a baissé en 1990 en passant de 13943 milliers de tonnes en 1989 à 13306 MT en 1990, de même pour la VX qui s'est affaiblie en se stabilisant à un niveau de 4464 millions de DH en 1993 contre 6575,4 millions de DH en 1989 et contre 6106 millions de DH en 1993 de valeur importée.

La raison est liée à l'inélasticité de la demande nationale qui rend l'effet de la dévaluation sur l'importation vain.

Les importations et les exportations de ce secteur sont aussi substituables, ce qui laisse prévoir une possibilité de substitution des importations par les produits locaux, d'autant que le prix à l'import se voit plus exagéré.

Les demi-produits :

$$ep/Dn^m = \frac{2666 - 2487}{5,28 - 5,53} \times \frac{5,28 + 5,53}{2666 + 2487}$$

$$ep/Dn^m = - 1,5$$

$-\infty < ep/Dn < -1$, $|ep/Dn| > 1$; La demande nationale est donc élastique à l'égard des importations des demi-produits.

$$ep/De = \frac{4052 - 3792}{2,06 - 2,31} \times \frac{2,06 + 2,31}{4052 + 3792}$$

$$ep/De = - 0,58$$

ep/De est négative car la demande étrangère a diminué suite à l'augmentation du prix à l'export.

$|ep/De| < 1$, la demande étrangère est inélastique car la variation de Qx est non proportionnelle à la variation de PX.

Pour un px de 2,31 millions de DH en 1990, la Qx est de 3792 millions de Tonne et pour un px de 2,57 millions de DH en 1991, la Qx est de l'ordre de 3681, il s'agit de la même quantité offerte bien que le prix ait évolué.

$$e_x/Mm = \frac{4052 - 3792}{5,28 - 5,53} \times \frac{5,28 + 5,53}{4052 + 3792}$$

$$= - 1,4 < 0 \quad \text{donc les biens sont complémentaires.}$$

La demande étrangère est inélastique donc l'effet de la dévaluation sur les exportations reste faible si non absent.

Alors que la demande nationale se voit élastique favorisant ainsi la correction du déséquilibre du moins pour le long terme, la valeur des importations s'est réduite à cet effet en 1993.

Les deux biens sont complémentaires puisque la production nationale est insuffisante pour répondre à la demande locale.

Les produits finis :

$$ep/Dn^m = \frac{326 - 404}{73 - 72,14} \times \frac{73 + 72,14}{326 + 304} ; \quad ep/Dn^m = 5,9$$

$ep/Dn > 0$, bien que la relation entre Q demandée et p soit inverse tout simplement car la quantité demandée pour ce genre de biens a augmenté quand le prix a haussé en passant de 304 MT à 326 MT entre 1990- 1993 contre des prix respectifs de 72,14 et 73 millions de DH.

$ep/Dn^m > 1$, la demande nationale est fortement élastique.

$$ep/De^m = \frac{193 - 96}{60 + 104,7} ; \quad ep/De^m = - 1,23$$

60- 104,7 193+ 96

L'élasticité prix de l'offre nationale est négative vu la relation inverse entre le prix et la quantité offerte.

$|ep / De| > 1$, la demande étrangère est élastique

$$ex/mm = \frac{193 - 96}{73 - 72,14} \times \frac{73 + 72,14}{193 + 96} > 0$$

$ex/m > 0$, les biens sont parfaitement substituables.

L'effet positif de la dévaluation relatif à l'amélioration du prix à l'export et de la quantité exportée est assuré par l'élasticité prix de la demande nationale et étrangère.

La substituabilité des biens traduit la possibilité du renforcement de la production nationale pour répondre au besoin local. L'élasticité de la demande face à la variation du prix est un facteur déterminant du gain commercial.

L'élasticité prix de la demande de certains secteurs a amélioré l'échange notamment des secteurs de produits finis et d'alimentation.

Or d'autres éléments s'intercalent dans l'élasticité prix de la demande, comme on l'a déjà mentionné, ces éléments se résument dans la composition des exportations et des importations, sous entendu la qualité des biens échangés, leur répartition géographique et donc le comportement du consommateur en fonction de son revenu et finalement la conjoncture internationale.

a - Du côté des exportations :

L'examen de la structure des exportations montre le caractère primaire et traditionnel de l'avantage comparatif dont jouit le Maroc ce qui veut tout simplement dire qu'il est difficile d'agir sur la quantité exportée.

On ne peut pas créer un surplus des produits premiers car il existe déjà, non plus on ne peut accroître la production des biens agricoles car elle est astreinte à une autorité exogène à la volonté des responsables économiques, c'est la pluviométrie qui conditionne l'état de la production agricole.

La branche textile de sa part n'a pas pu gagner une diversification des débouchés malgré l'amélioration de son chiffre d'affaire.

L'afflux exacerbé des biens textiles marocains vers les pays de l'union européens était le mobile d'application des mesures protectionnistes et des quotas par les pays européens.

La même restriction entrave l'exportation des biens alimentaires (les clémentines, les tomates et les biens de pêche). (1)

En dépit des accords du GATT auxquels le Maroc s'est adhéré, le protectionnisme agricole des P.D constitue une aberration à la règle de réciprocité.

1)- Dernièrement, les barrières à l'entrée des biens de pêche marocains étaient fortement imposées par l'Espagne.

La clause de sauvegarde appliquée encore par ces pays en cas de dérangement de leur industrie limite les exportations des produits manufacturiers d'origine des p.SD (1).

Sans oublier de signaler que les exportations sont en plus confrontées à la concurrence de certains pays, Tunisie, Espagne et Portugal, qui ont adopté le même dispositif correcteur, la dévaluation, pour garantir la compétitivité externe, ce qui explique la neutralité de la dévaluation devant l'adoption du même instrument.

La concurrence des produits marocains nous renvoie à vérifier la performance et la qualité du bien surtout que le bien concurrent émane des pays ayant les mêmes apanages que le Maroc en terme de facteurs de production et du coût de production.

La main d'œuvre à bon marché dont bénéficie le Maroc reste insuffisante car la qualité est une question de formation et de capacité productive, bref c'est une question de restructuration du système productif (voir annexe N° 1).

b- Du côté des importations :

Là aussi, l'effet prix est indubitable, en principe face au renchérissement des prix à l'import, la demande nationale devait s'amenuiser. Cependant la réalité reste antinomique à cette règle du fait de la rigidité de la demande nationale.

Mais devant quel type de biens, la demande est sclérotique ?

L'analyse traduit la prédominance des produits finis notamment l'équipement (industriel et agricole), des demi-produits et puis des produits alimentaires et énergétiques.

Dés lors, on comprend que l'équipement et l'énergie sont stratégiquement fondamentaux à la production industrielle et donc en dépit de l'augmentation du prix des importations, l'industrie ne trouvera plus d'issue que de louer la voie des importations, d'autant plus que les deux biens manquent de substituts locaux.

En ce qui concerne les biens de consommation et les demi-produits, leur importation nous renvoie à invoquer l'évolution de l'inflation, mesurée par les trois indicateurs: l'indice du coût de la vie, l'indice des prix à la production industrielle et l'indice des prix de gros (voir Annexe N° 2).

Pour ce qui est de l'indice des prix à la consommation, il a baissé juste après la dévaluation en 1990 pour reprendre sa hausse après, les deux autres indices se sont alimentés à la hausse après la dévaluation.

Les raisons sous jacentes sont liées au facteur sécheresse qui a sévit pendant presque toute la décennie 80.

A la faiblesse de la production s'ajoute la dévaluation, la hausse des prix s'est fortifiée devant la poursuite de l'importation onéreuse de certains biens de consommation et qui demeurent subventionnés par l'État (farine, sucre et huiles de graines).

Entre autres et devant les scènes de revendications en décembre 1990, le salaire minimum dans tous les secteurs industriels, commerciaux et de la profession libérale s'est majoré de 15 % passant de 5,22 à 6 DH soit une augmentation de 0,78 par rapport au salaire de base (Voir Annexe N°3).

1- Devant la fixation d'un quota de 155 % par la France sur le pantalon et de 23 % sur la chemise en 1988, le Maroc s'est retiré pendant un certain laps de temps.

Voir Naima Hader: "Le textile pleure ses avantages, " L'économiste du jeudi 27 janvier 1994 et A.ELKHAYARI : « une critique du principe de la réciprocité » ; Albayane du 30-1-1992.

Cette augmentation du revenu a camouflé l'effet d'inflation et de dévaluation et la demande continuait de progresser.

La situation s'est aggravée en 1991, avec un indice du coût de la vie de 115,6 et un indice de prix de gros de 295,9 et 321,3 quant à l'indice du prix à la production, comme une des répercussions nuisibles de la libéralisation financière précaire au temps convenable.

En fait, la cherté du coût de financement de l'industrie ravive la hausse du coût de la vie frappant le consommateur ordinaire. C'est dire que la dévaluation ne peut pas manquer d'effet social.

Arrivons là, il paraît lucide que l'effet flux attendu de la dévaluation s'avère irréalisable quant aux importations en raison de la faiblesse de l'élasticité prix de la demande des biens importés qui manquent de substituts locaux.

C'est donc une autre contrainte qui réaffirme le marasme productif de l'économie marocaine. (Voir calcul de l'élasticité croisée).

Calcul de l'élasticité croisée (ex/M):

Entre 1981 - 1983

$$e_{x/M} = \frac{\Delta Q_x}{\Delta P_M} \times \frac{P_M}{Q_x}$$

$$e_{x/M} = \frac{-18546,1 + 19701,6}{2,397 - 2,053} \times \frac{2,397 + 2,053}{18546,1 + 19701,6}$$

$$e_{x/M} = -0,39 < 0$$

Donc les biens importés sont complémentaires aux biens exportés.

Cela montre la forte dépendance de l'économie marocaine vis à vis de l'étranger.

Le trait d'union au niveau des importations et des exportations est le blocage structurel, pour autant les importations continuent d'être gonflées faute de production locale satisfaisant la demande nationale surtout dans le secteur manufacturier et les exportations n'atteignent plus le seuil désiré à cause de la primarité des biens exportés et la faible diversification des marchés.

La performance industrielle est une nécessité économique, mais pour la garantir il est fondamental d'améliorer quantitativement et qualitativement le produit marocain.

Cela fait appel à une accommodation à l'innovation et au bouleversement technologique, or l'industrie marocaine continue de compter sur l'importation du savoir faire, de la technologie, de l'énergie et du capital nécessaires à sa productivité.

De surcroît, l'augmentation du coût de la main d'œuvre risque de priver le Maroc de l'avantage qu'il a préservé pour fort longtemps en matière du facteur humain.

En plus l'entreprise marocaine subit malgré les apports des codes d'investissement le fardeau fiscal, l'une des mesures d'assainissement de la politique budgétaire et aussi le contre coup de la libéralisation financière qui est menée au retour de la politique monétaire restrictive, ce qui traduit la difficulté de financement industriel.

Non plus, la production agricole ne souffre de la réglementation économique, malgré l'exonération fiscale de cette dernière jusqu'à l'an 2000 et à côté du préjudice climatique, l'agriculture connaît une intervention de l'Etat.

Ce dernier subventionne certains biens par la fixation de leur prix, ce qui éloigne l'agriculteur de commander les rouages de son travail et de son gain par le biais de la détermination du prix de vente par lui même.

Après cet essai d'appréciation de la portée de la dévaluation et des raisons de sa faiblesse, on arrive à saisir que la réussite de la politique de change est imputable à la structure économique et à d'autres facteurs exogènes peu ou pas maîtrisables par les responsables économiques tels que l'état de soutien étranger, la réglementation étrangère, la pluviométrie....

Conclusion :

Le taux de change a manifesté des résultats positifs et négatifs à la fois. Positifs car par rapport à l'état initial de l'économie, on marque un progrès à tous les niveaux.

Commercialement car les exportations prises dans leur globalité ont connu une amélioration.

Sur le plan budgétaire, le déficit budgétaire tend à fléchir. De même pour la balance de paiements qui se présente excédentaire.

Mais négatifs car à l'égard des objectifs escomptés notamment celui de résorption du déficit commercial, la situation n'est pas commode.

Si les exportations ont enregistré une hausse et c'est surtout le cas des secteurs d'alimentation et de produits finis qui ont bénéficié d'une amélioration de leur prix relatif, les importations par contre ont conservé leur stabilité ou ont progressé davantage.

Cela, tient sa raison de la rigidité de la demande nationale comme le témoigne le calcul des élasticités prix de la demande aux importations. D'un autre côté, le blocage commercial est lié à l'importance des biens importés qui demeurent sans substituts locaux, c'est le cas des biens d'équipement, d'énergie et lubrifiants et même les exportations prioritaires n'arrivent pas à combler le déficit commercial.

Les facteurs explicatifs d'un tel marasme sont exogènes et endogènes.

Exogènes, c'est le cas de la pluviométrie qui conditionne le surplus agricole et donc l'exportation des produits alimentaires et de consommation, les créneaux porteurs de l'économie marocaine, ajoutée à la réglementation étrangère qui limite l'exportation des produits marocains.

Endogènes, car le consommateur étranger insiste sur la qualité du bien exporté et cela tient à l'effort des acteurs économiques marocains (problème de restructuration économique et de la formation de la main d'œuvre).

Seulement, il importe de signaler que le taux de change n'est qu'une arme parmi d'autres et que son efficacité est corrélée à l'efficacité des autres moyens d'action.

Il a rempli de son côté la fonction de correction qu'on lui a impartie, les autres instruments l'ont de même.

Correctement ou pas, cela ne peut pas s'identifier isolément car les instruments d'action sont des maillons d'une chaîne inter liés.

Les résultats du taux de change ne sont donc pas totalement dévolus à ce moyen, mais à tous les instruments d'action adoptés dans le cadre du programme d'ajustement tels que le taux d'intérêt et le prix.

ANNEXE N°1**L'effectif en formation 1993-1994**

Spécialisation	16.218
Qualification	31.565
Technicien	25.888
Technicien spécialisé	1.138

Source / D.S

La spécialisation est l'entrave de la productivité au Maroc.

ANNEXE N° 2**Indice de prix de gros (Base 100: 77)**

	1989	1990	1991	1992	1993
Secteur agricole	255,2	264,8	288,9	297,4	311,5
Industrie	272,8	286,6	300,4	308,7	321,8
Energie	346,1	356,3	378,	384,8	410,2
Industrie alimentaire	243,5	258,9	273	280,3	290,3
Habillement et textiles	216,6	211,2	207,8	214,5	245,3
Industries métallurgiques	331	353,5	371	381,8	389,9
Autres industries	280,5	296,7	313,2	323	330,1

Indice du coût de la vie

(Base 100 : 89)

	1990	1991	1992	1993
Alimentation	108	118,2	125,3	133,2
Habillement	105	112,4	121,2	128,2
Habitat	103	109,1	115	122

Source / D.S**ANNEXE N° 3****Salaire minimum garanti** (personnes âgées de 18 ans et plus)

Date d'effet de revalorisation	1-5-89	1-5-90	1-1-91	1-5-92	1-7-94
Industrie commerce et profession libérales					
Salaire horaire		5,22	6	6,6	7,26
Salaire Journalier 8h/j	4,75	41,76	48	53	58
Salaire mensuel 208h/j	38 988	1085,76	1248	1373	1510
Salaire journalier agriculture	24,58	27,03	31,08	24,18	37,60

Source / Bulletin officiel

Note: pour les jeunes travailleurs, il est appliqué les abattements sur salaires

Commerce, industrie et profession libérale

14-15 ans / 50 %

15-16 ans / 40 %

16-17 ans / 30 %

17-18 ans / 20 %

L'agriculture : 12-15 ans / 50 %

15-18 ans / 30 %

Bibliographie :

- Benjelloun .O : " Convertibilité monétaire cas du DH ", impression Najah Aljadida -1993.
- Bourguinat .H : " Finance internationale", édition PUF, 1992 ;
- Dhordain .R et Gloding .O: " le taux d'intérêt instrument monétaire au cœur de l'économie ", édition d'organisation, 1994 ;
- Hamdouch .B:" politique de développement et d'ajustement au Maroc à l'épreuve de la crise ", SMER, 1990 ;
- Jaffré .P et David.J .H: " La monnaie et la politique monétaire", édition Economica, 1990 ;
- Lakhdar .A et Benacer .N:" Réglementation de change à l'heure de la convertibilité du dirham", édition Almaarif Aljadida, 1990 ;
- Naima Hader: "Le textile pleure ses avantages, " L'économiste du jeudi 27 janvier 1994 et A.ELKHAYARI : « une critique du principe de la réciprocité » ; Albayane du 30-1-1992;
- Patat .J .P : " Monnaie, institutions financières et politiques monétaires", 5ème édition, édition Economica, 1993;
- Peyrard .J: " les marchés des changes", gestion vuibert, janvier –1995;
- Peyard .J: " Gestion financière internationale", 3^{ème} édition, Gestion vuibert, septembre 1995;
- Sagou et Mourji : " L'expérience du Maroc en matière d'ajustement pour la croissance ", colloque du Mohamédia, mars 1988;
- Simon .Y: " Techniques financières internationales", Economica, 5^{ème} édition, 1993.